



**PRÉFET
DE L'INDRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Arrêté préfectoral du 10 JUIL. 2024
portant mise en demeure
Société ARKEMA située sur la commune de CHÂTEAUROUX**

Installation de fabrication de produits tensioactifs

**Le Préfet de l'Indre,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-E-841 du 9 avril 2002 autorisant la société CECA, sise 3 allée de Chandaire, ZI du Buxerieux, sur le territoire de la commune de Châteauroux, à poursuivre ses activités ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2005-12-0474 du 28 décembre 2005 modifiant les prescriptions techniques applicables aux activités exercées par la société CECA dans son établissement sis allée de Chandaire à Châteauroux ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014135-0004 du 15 mai 2014 relatif à la surveillance pérenne des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique, programme d'actions et étude technico-économique applicable à la société CECA ;

Vu le courrier du 4 avril 2017 de la société ARKEMA informant du changement d'exploitant de la société CECA ;

Vu les articles 5.6, 5.7.3 et 8.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2005 susvisé ;

Vu les articles 7 et 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 mai 2014 susvisé ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 4 avril 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier en date du 17 avril 2024 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 15 mai 2024 ;

Considérant que lors de la visite en date du 13 mars 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- la vitesse d'éjection minimale prescrite pour les rejets atmosphériques n'est pas respectée en ce qui concerne les exutoires suivants : "réacteurs", "cuve 15000", "chimie fine 2" et "extraction atelier" ;
- la hauteur des exutoires "réacteurs", "ventilation cuve 1800", "ventilation enfûtage", "ventilation chimie fine 1 et 2" et "ventilation A1-2000" est inférieure à la hauteur minimale prescrite ;
- l'exploitant ne surveille pas la totalité des polluants prescrits en ce qui concerne ses rejets atmosphériques (la vitesse d'éjection n'est pas systématiquement mesurée, absence de la totalité des COV à phrases de risque pour les extracteurs et pour l'atelier, absence du cobalt et de ses composés pour les extracteurs) ;
- l'exploitant n'a pas identifié les zones de son établissement pouvant présenter des risques d'incendie ou d'émanations toxiques ;
- l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer qu'il dispose des ressources en eau prescrites à hauteur de 300 m³/h pour assurer l'extinction d'un incendie d'ampleur ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux prescriptions des articles 5.6, 5.7.3 et 8.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2005 susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 13 mars 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- les eaux industrielles rejetées par l'exploitant présentent des dépassements récurrents des valeurs limites d'émission (VLE) prescrites en ce qui concerne la DCO, la DBO5, les MES et les chlorures. Par ailleurs, l'exploitant ne surveille pas selon une fréquence annuelle le polluant 2-chlorotoluène dans les eaux industrielles qu'il rejette ;
- les effluents atmosphériques rejetés par l'exploitant présentent des dépassements des VLE prescrites en COV à phrases de risques pour la cuve de stockage et les jaugeurs, la ventilation A2-2000, l'enfûtage et l'extraction atelier. En outre, les débits rejetés par la ventilation A2-2000 et par l'extracteur de l'enfûtage sont supérieurs aux débits maximaux prescrits ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux prescriptions des articles 7 et 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 mai 2014 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ARKEMA de respecter les prescriptions des l'articles 5.6, 5.7.3 et 8.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2005 susvisé, ainsi que celles des articles 7 et 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 mai 2014 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Mise en demeure

La société ARKEMA exploitant une installation de fabrication de produits tensioactifs sise 3 allée de Chandaire, ZI du Buxerieux, sur le territoire de la commune de Châteauroux est mise en demeure de respecter les prescriptions des articles :

5.6, 5.7.3 et 8.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2005 susvisé en :

- adaptant, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, les exutoires de rejet de ses émissions atmosphériques afin de respecter les vitesses d'éjection minimales prescrites ;
- modifiant, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, les exutoires de rejet de ses émissions atmosphériques de telle sorte qu'ils respectent les hauteurs minimales prescrites ;
- assurant, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, la surveillance de la totalité des polluants prescrits en ce qui concerne ses rejets atmosphériques ;
- identifiant, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les zones de son établissement pouvant présenter des risques d'incendie ou d'émanations toxiques ;

7 et 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 mai 2014 susvisé en :

- adaptant, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, son installation afin de permettre le respect, en permanence, des valeurs limites d'émission prescrites en ce qui concerne les eaux industrielles qu'il rejette ;
- adaptant, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, son installation afin de permettre de respecter, en permanence, les valeurs limites d'émission prescrites en ce qui concerne les effluents atmosphériques qu'il rejette.

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171 8 du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Limoges :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 : Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à la société ARKEMA.

Une copie en sera adressée aux personnes suivantes :

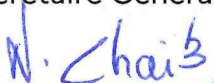
- ↳ le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire ;
- ↳ le maire de la commune de CHÂTEAUROUX, pour information.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, la présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Indre, www.indre.gouv.fr, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de l'Indre, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet, et par délégation,
La Secrétaire Générale,


Nadine CHAIB